Vincenzo Cuoco et Gian Domenico Romagnosi, lecteurs de Montesquieu

Domenico Felice

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/28553>

DOI : 10.4000/studifrancesi.28553

ISSN : 2421-5856

Éditeur

Rosenberg & Sellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 303-318

ISSN : 0039-2944

Référence électronique

Domenico Felice, « Vincenzo Cuoco et Gian Domenico Romagnosi, lecteurs de Montesquieu », *Studi Francesi* [En ligne], 149 | 2006, mis en ligne le 30 novembre 2015, consulté le 08 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/28553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/studifrancesi.28553>

Studi Francesi è distribuita con Licenza Creative Commons Attribuzione - Non commerciale - Non opere derivate 4.0 Internazionale.

Vincenzo Cuoco et Gian Domenico Romagnosi, lecteurs de Montesquieu*

Dans l'une de ses contributions à l'étude de Cuoco et des origines de la tradition libérale modérée italienne, Fulvio Tessitore a observé, avec raison, que Rousseau – accepté ou contexté – est une des sources «méconnues» de la pensée politique de l'historien de Civitacampomariano (Molise)¹. Une observation analogue peut être faite aussi, à notre avis, en ce qui concerne Montesquieu, dont l'influence a été jusqu'à nos jours l'objet de bien maigres recherches de la part des critiques, portés principalement – si ce n'est exclusivement – à rechercher chez Machiavel et, plus encore, chez Vico, les sources de la pensée de Cuoco². Et cependant il suffit de parcourir, ne serait-ce que très rapidement, les écrits de ce dernier pour y apercevoir des références, nombreuses, continuelles, explicites et implicites, à Montesquieu; des références qui, bien qu'imprécises parfois étant donné l'habitude de Cuoco de citer souvent de mémoire, témoignent non seulement de sa profonde connaissance des œuvres du Président (plus particulièrement de *L'Esprit des Lois*) et de la «ferveur admiration» qu'il nourrit à son égard – comme l'a écrit Croce³ – mais justifient aussi, à notre avis, l'inclusion du philosophe de La Brède, à côté du Genevois, parmi les «sources» de Cuoco, même si, à n'en pas douter, il vient en seconde position après les sources italiennes, Machiavel, Vico, Galanti, Genovesi et Filangieri. Il ne faut cependant pas oublier le rôle d'intermédiaires (qu'il est toutefois difficile d'évaluer) que certains de ces auteurs peuvent avoir joué dans la détermination de l'influence de Montesquieu sur quelques aspects de la pensée de Cuoco: nous nous référons, évidemment, à Genovesi et à Filangieri qui, on le sait, connaissaient à fond les doctrines juridiques et politiques de Montesquieu et en avaient, en outre, réélaboré quelques-unes de manière à certains égards originale⁴.

(*) Une première version de cet article a été publiée dans D. FELICE, *Modération et justice. Lectures de Montesquieu en Italie*, Bologna, FuoriThema, 1995, pp. 55-83. – N.B.: les textes de Cuoco e Romagnosi sont traduits par nous.

(1) F. TESSITORE, *Vincenzo Cuoco e le origini del liberalismo "moderato"*, dans *Storia della società italiana*, vol. XIII: *L'Italia giacobina e napoleonica*, Milano, Teti, 1985, p. 363.

(2) Les nombreux travaux sur Cuoco de F. Tessitore sont particulièrement significatifs à cet égard; nous nous limitons à rappeler, outre l'essai déjà cité: *Lo storicismo di Vincenzo Cuoco*, Napoli, Morano, 1965²; *Vincenzo Cuoco tra illuminismo e storicismo* (1970), dans *Storicismo e pensiero politico*, Milano-Napoli, Ricciardi, 1974, pp. 3-40; *Lo storicismo*, dans *Storia delle idee politiche, economiche e sociali*, sous la direction de L. Firpo, vol. V: *L'età della rivoluzione industriale*, Torino, Utet, 1972, pp. 47-54; *Vincenzo Cuoco e il "catonismo politico" degli italiani*, «Nuova Antologia», n. 2089, 1975, pp. 81-92; *Momenti del vichismo giuridico-politico nella cultura meridionale*, *Bollettino del Centro di studi vichiani*, VI, 1976, pp. 92-96 (réimpr. dans *Comprensione storica e cultura. Revisioni storicistiche*, Napoli, Guida, 1979, pp. 33-38). Sur tous ces

travaux et d'autres encore de Tessitore sur Cuoco, cfr. G. OLDRINI, *L'Ottocento filosofico napoletano nella letteratura dell'ultimo decennio*, Napoli, Bibliopolis, 1986, pp. 44, 72-74 et 77-80.

(3) B. CROCE, *Bibliografia vichiana*, augmentée et revue par F. Nicolini, Napoli, Ricciardi, 1947 (rééd.: Napoli, Morano, 1987), vol. I, p. 285.

(4) Sur les rapports entre Montesquieu et Genovesi, cfr. en particulier E. DE MAS, *Montesquieu, Genovesi e le edizioni italiane dello "Spirito delle leggi"*, Firenze, Le Monnier, 1971; E. PII, *Antonio Genovesi dalla politica economica alla «politica civile»*, Firenze, Olschki, 1984, pp. 76-84, 261-270; et G. IMBRUGLIA, *Due opposte letture napoletane dell'«Esprit des lois»*, dans D. Felice (éd.), *Montesquieu e i suoi interpreti*, 2 tt., Pisa, Edizioni ETS, 2005, t. I., pp. 191-210. Sur les rapports entre Montesquieu et Filangieri, cfr. S. COTTA, *Gaetano Filangieri e il problema della legge*, Torino, Giappichelli, 1954, pp. 61-65, 104-124, *passim*; du même, *Montesquieu et Filangieri. Notes sur la fortune de Montesquieu au XVIII^{ème} siècle*, dans «Revue internationale de philosophie», 1955, pp. 387-400; F. GENTILE, *Il destino dell'uomo europeo: Montesquieu e Filangieri a confronto*, dans *Gaetano Filangieri e l'Illuminismo europeo* (Atti del Convegno svoltosi a Vico Equen-

Il serait évidemment trop long de signaler et de commenter toutes les références à Montesquieu, explicites et implicites, ou les simples réminiscences de ses affirmations et de ses doctrines que l'on peut repérer chez Cuoco; nous nous limiterons donc à en rappeler et à en examiner brièvement quelques-unes parmi les plus significatives, prenant en considération l'ensemble de la période la plus intense et la plus importante de l'activité intellectuelle de Cuoco, celle qui va des *Frammenti di lettere a Vincenzo Russo* (1799) aux écrits et à la correspondance du *Decennio Francese* de Naples (1806-1815).

Dans les *Frammenti* – écrits, comme Cuoco l'affirme en les présentant en appendice à son *Saggio storico della Rivoluzione Napoletana del 1799*, «à l'occasion du projet de constitution napolitaine élaboré par Mario Pagano»⁵, c'est-à-dire entre mars et mai 1799 – Montesquieu est mentionné explicitement une seule fois à propos des raisons qu'il allègue dans *L'Esprit des Lois* (et que Cuoco juge «abstruses et frivoles»⁶) pour justifier le fait que, dans la constitution crétoise, l'insurrection était prévue en cas d'abus de pouvoir de la part des autorités⁷.

Les citations implicites et les réminiscences d'affirmations et de thèmes typiques de Montesquieu n'en sont pas moins nombreuses dans l'ensemble des œuvres de Cuoco. Certaines d'entre elles ont déjà été signalées par Nino Cortese dans l'excellente édition critique qu'il a donnée du *Saggio storico* (Firenze, Vallecchi, 1926). Ainsi, par exemple, le passage dans lequel Cuoco, dissertant sur le problème de la représentation politique, cite Algernon Sidney, à peu près dans les mêmes termes que Montesquieu: «Les députés de Hollande doivent, dit Sidney, rendre compte à leurs populations, parce qu'ils sont députés par des provinces, mais non les députés d'Angleterre parce qu'ils sont députés par des bourgs»⁸; ou bien cet autre passage, capital pour la doctrine politique de Cuoco, dans lequel il affirme: «Ces restes de coutumes et de gouvernement d'autres temps, qui se trouvent dans toute nation, sont précieux pour un sage législateur et doivent constituer la base de ses nouvelles institutions»⁹; remarque qui rappelle Montesquieu, dans *L'Esprit des Lois*:

Il faut surtout que le sénat s'attache aux institutions anciennes, et fasse en sorte que le peuple et les magistrats ne s'en départent jamais. Il y a beaucoup à gagner, en fait de mœurs, à garder les coutumes anciennes [...]. Les institutions anciennes sont donc ordinairement des corrections, et les nouvelles, des abus¹⁰.

On pourrait ajouter d'autres citations, tout aussi significatives, aux références implicites et aux réminiscences signalées par Cortese. Nous pensons, par exemple, à l'affirmation, dérivant manifestement de Montesquieu, selon laquelle, dans un État de vaste extension et de population dense il faut avoir recours à des représentants, qui

se, 14-16 ottobre 1982), Napoli, Guida, 1991, pp. 403-420; et L. VERRI, *Legge, potere, diritto. Riflessi montesquieuiani nel pensiero di Gaetano Filangieri*, dans D. Felice (éd.), *Montesquieu e i suoi interpreti*, cit., pp. 357-375.

(5) V. CUOCO, *Frammenti di lettere dirette a Vincenzo Russo*, dans *Saggio storico sulla Rivoluzione Napoletana del 1799*, avec une introduction, des notes et appendices par N. Cortese, Firenze, Vallecchi, 1926, p. 357.

(6) *Ivi*, p. 394.

(7) MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois* (dorénavant: *Lois*), VIII, 7, al. 2. Nous citons toujours, pour les autres ouvrages également et en modernisant l'orthographe: *Œuvres complètes*, éd. établie et annotée par R. Caillois, 2 vols., Paris, Gallimard («Bibliothèque de la Pléiade»), 1949-1951.

(8) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 365; MONTESQUIEU, *Lois*, XI, 6, al. 26: «Quand les députés, dit très bien M. Sidney [*Discourses concerning Government* (1698), t. III, p. 272-273 (dans l'édition française de 1794)], représentent un corps de peuple comme en Hollande, ils doivent rendre compte à ceux qui les ont commis: c'est autre chose lorsqu'ils sont députés par des bourgs, comme en Angleterre».

(9) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 363.

(10) *Lois*, V, 7, al. 3, 4 et 5.

ont la capacité de discuter des affaires, alors que le peuple ne l'a pas¹¹; ou bien à cette autre, provenant elle aussi de Montesquieu, selon laquelle «les coutumes anciennes, le respect de la religion, les préjugés mêmes des peuples ont parfois le pouvoir d'arrêter les caprices des plus terribles despotes»¹²; ou, encore : «[...] la défense des lois c'est le peuple qui devrait la faire, mais le peuple ne comprend pas les lois et défend seulement ses opinions et ses mœurs»¹³, où l'on retrouve un écho de la conviction du Président: «[...] un peuple connaît, aime et défend toujours plus ses mœurs que ses lois»¹⁴; citons encore: «la vertu du citoyen n'est autre que la conformité de ses coutumes aux coutumes de la nation»¹⁵, qui signale – comme l'a également souligné F. Tessitore¹⁶ – l'influence de la définition que Montesquieu donne de la vertu chez les anciens Romains¹⁷.

De même, on perçoit, à notre avis, une réminiscence de Montesquieu dans l'une des thèses des *Frammenti*, parmi les plus célèbres et les plus souvent citées: les constitutions doivent être «semblables aux vêtements: il est nécessaire que chaque individu, que chaque âge de chaque individu ait le sien propre: si vous voulez le donner à d'autres il ira mal» et, si une constitution n'a pas de succès, la faute en est au législateur qui n'a pas réussi à l'adapter au peuple auquel elle était destinée, de même que si une chaussure ne chausse pas bien le pied du client la faute en est au cordonnier¹⁸; réminiscence de Montesquieu ou, du moins, ce qui revient au même, du commentaire d'Antonio Genovesi («pas plus qu'on ne peut chausser à un homme la chaussure d'un autre») à ce célèbre passage de *L'Esprit des Lois* (I, 3, al. 8):

[...] les lois politiques et civiles [...] doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre¹⁹.

(11) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 380: «Tant qu'on peut rassembler les populations la représentation est superflue. Mais dès que les intérêts deviennent trop étendus et qu'il devient impossible de rassembler les populations, la représentation devient nécessaire. Les affaires sont justement celles auxquelles le peuple n'est pas apte, et il vaut mieux les confier à un congrès de sages»; MONTESQUIEU, *Lois*, XI, 6, al. 22: «Comme, dans un État libre, tout homme qui est censé avoir une âme libre doit être gouverné par lui-même, il faudrait que le peuple en corps eût la puissance législative. Mais comme cela est impossible dans les grands États, et est sujet à beaucoup d'inconvénients dans les petits, il faut que le peuple fasse par ses représentants tout ce qu'il ne peut faire par lui-même»; al. 24: «Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter les affaires. Le peuple n'y est point du tout propre». Sur la notion de représentation chez Cuoco, cfr. P. VILLANI, *L'ideologia e il pensiero politico di Vincenzo Cuoco*, dans *Italia napoleonica*, Napoli, Guida, 1978, pp. 20-26, et F. TESSITORE, *Vincenzo Cuoco e le origini*, cit., pp. 344-345 et 354.

(12) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 392; MONTESQUIEU, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* [doctrinant: *Considérations*], XXII, al. 43: «C'est une erreur de croire qu'il y ait dans le monde une autorité humaine à tous les égards despotique; il n'y en a jamais eu, et il n'y en aura jamais: le pouvoir le plus immense est toujours borné par quelque coin. Que le Grand Seigneur mette un nouvel impôt à Constantinople, un cri général lui fait d'abord trouver des limites qu'il n'avait pas connues. Un roi de Perse peut bien contraindre un fils de tuer son père,

ou un père de tuer son fils: mais obliger ses sujets de boire du vin, il ne le peut pas»; *Lois*, II, 4, al. 7: «Comme la mer, qui semble vouloir couvrir toute la terre, est arrêtée par les herbes et les moindres graviers qui se trouvent sur le rivage; ainsi les monarques, dont le pouvoir paraît sans bornes, s'arrêtent par les plus petits obstacles, et soumettent leur fierté naturelle à la plainte et à la prière»; cfr. aussi *ibid.*, III, 10, al. 6; V, 14, al. 15; VIII, 10; XII, 29; XIX, 12; XXIV, 2, al. 1; XXVI, 2, al. 5.

(13) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 393.

(14) *Lois*, X, 11, al. 1. Cfr. aussi *ibid.*, XIX, 14, al. 8.

(15) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 413.

(16) F. TESSITORE, *Lo storicismo di Vincenzo Cuoco*, cit., p. 84 et note n. 102.

(17) *Considérations*, I, al. 30: «Toujours exposés aux plus affreuses vengeances, la constance et la valeur leur [aux Romains] devinrent nécessaires; et ces vertus ne purent être distinguées chez eux de l'amour de soi-même, de sa famille, de sa patrie, et de tout ce qu'il y a de plus cher parmi les hommes» (c'est nous qui soulignons). Mais cfr. aussi la définition que Montesquieu donne de la vertu politique (*Lois*, IV, 5, al. 2): «On peut définir cette vertu [politique], l'amour des lois et de la patrie. Cet amour, demandant une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre, donne toutes les vertus particulières; elles ne sont que cette préférence».

(18) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., pp. 358-359.

(19) *Lois*, I, 3, al. 8; *Spirito delle leggi del signore di Montesquieu*, avec les notes de l'abbé Antonio Genovesi, Napoli, Terres, [1777], t. I, p. 98, note 5.

On n'entend nullement ici sous-estimer l'influence de la philosophie de l'histoire de Vico sur cette question, qui est l'un des points fondamentaux de la pensée politique de Cuoco – d'où découle, on le sait, la sévère condamnation du *Progetto di costituzione* de Pagano, considéré comme «trop français» et «trop peu napolitain»²⁰, c'est-à-dire trop fidèle à la constitution française de l'an III et trop peu conforme aux conditions particulières du royaume de Naples. On veut simplement avancer l'hypothèse que, derrière la similitude *constitutions/vêtements* chez Cuoco, il y a non seulement – comme on le pense d'ordinaire – la leçon historique de Vico, mais aussi, très probablement la leçon de relativisme de Montesquieu, une leçon dont Pagano lui-même et d'autres démocrates du *Triennio Giacobino* avaient déjà tenu compte – certes dans une moindre mesure et pour autant que le leur permettaient les conditions historiques particulières dans lesquelles ils agissaient²¹. A l'appui de cette hypothèse on peut, par ailleurs, alléguer aussi d'autres affirmations des *Frammenti* ; par exemple, que la base d'une constitution «doit se fonder sur le caractère de la nation»²², où l'on perçoit l'écho du principe de Montesquieu: «Il y a dans chaque nation un esprit général, sur lequel la puissance même est fondée»²³; ou bien cette autre assertion, en relation étroite avec la précédente qu'il y a «beaucoup de choses plus sacrées que la constitution même», c'est-à-dire les «mœurs», les «opinions», les «manières» d'un peuple, que le souverain, quel qu'il soit, doit respecter²⁴, qui reflète manifestement la thèse de Montesquieu de la supériorité des mœurs sur les lois²⁵ et sa pressante exhortation aux législateurs de ne pas «changer», de «suivre» l'esprit général de la nation²⁶.

Venons-en au célèbre *Saggio storico*, dont la première édition parut en 1801 et fut assez vite traduit en allemand (1805) et en français (1807)²⁷. Dans cet ouvrage, les citations explicites de Montesquieu sont au nombre de quatre, dont deux au moins méritent d'être rappelées ici, étant donné qu'elles témoignent de la haute considération que Cuoco nourrissait pour leur auteur. Cuoco soutient, en effet, que l'Europe

(20) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 361.

(21) Cfr. D.FELICE, *Modération et justice*, cit., pp. 37-40.

(22) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 393.

(23) *Considérations*, XXII, al. 43.

(24) V. CUOCO, *Frammenti di lettere*, cit., p. 393.

(25) *Considérations*, VIII, al. 7: «Il y a de mauvais exemples qui sont pires que les crimes; et plus d'États ont péri parce qu'on a violé les mœurs que parce qu'on a violé les lois»; *ibid.*, XXI, al. 17: «[...] les mœurs [...] règnent aussi impérieusement que les lois»; *Lois*, XIX, 12, al. 2: «Les lois sont établies, les mœurs sont inspirées: celles-ci tiennent plus à l'esprit général, celles-là tiennent plus à une institution particulière: or il est aussi dangereux, et plus, de renverser l'esprit général, que de changer une institution particulière». Sur la thèse de Montesquieu quant à la supériorité des mœurs sur les lois, cfr. en particulier S. COTTA, *Montesquieu e la scienza della società*, Torino, Ramella, 1953, p. 323; L. ALTHUSSER, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris, P.U.F., 1992⁷, pp. 60-61; C. ROSSO, *Montesquieu moraliste. Des lois au bonheur*, Bordeaux, Ducros, 1971, pp. 148-150; C. BORGHERO, *Dal 'génie' all' 'esprit'. Fisco e morale nelle "Considérations sur les Romains" di Montesquieu*, dans *Storia e ragione. Le "Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence" di Montesquieu nel 250° della pubblicazione* (Atti del

Convegno internazionale di Napoli, 4-6 ottobre 1984), éd. par A. Postigliola, Napoli, Liguori, 1987, pp. 270-271.

(26) *Lois*, XIX, 5 (*Combien il faut être attentif à ne point changer l'esprit général d'une nation*), al. 4: «C'est au législateur à suivre l'esprit général de la nation, lorsqu'il n'est pas contraire aux principes du gouvernement; car nous ne faisons rien de mieux que ce que nous faisons librement, en suivant notre génie naturel». Cfr. aussi *ibid.*, XIX, 6-16, et *infra*, notes nn. 41 et 51.

(27) *Historischer Versuch über die Revolution in Neapel*, aus dem Italienischen übersetzt von B. M.[ylius], 2 vols., Berlin, bei C. Quen, 1805; *Histoire de la révolution de Naples*, traduite de l'italien [par B. Barère] sur la seconde édition [1806], Paris, chez Léopold Collin, 1807. Sur la première édition du *Saggio* de Cuoco, cfr. F. TESSITORE, *Il "Saggio storico" dalla prima alla seconda edizione*, dans *Da Cuoco a De Sanctis. Studi sulla filosofia napoletana del primo Ottocento*, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 1988, pp. 179-199; sur l'influence du *Saggio* en Allemagne, cfr. C. GHISALBERTI, *Istituzioni e idee in Italia e in Germania tra due rivoluzioni (1789-1848). Alle origini di due modelli statali*, dans *Istituzioni e ideologie in Italia e in Germania tra due rivoluzioni*, éd. par U. Corsini et R. Lill, Bologna, il Mulino, 1987, p. 37.

n'aurait jamais pu «attendre son bonheur» d'hommes comme les révolutionnaires français (en l'occurrence les jacobins) qui avaient refusé les honneurs du Panthéon aux cendres de Montesquieu alors qu'ils les avaient accordés à celles de Marat²⁸. Dans un autre passage, indiquant que «quiconque avait l'esprit plein des idées de Machiavel, de Gravina, de Vico, ne pouvait ni croire aux promesses, ni applaudir aux actions des révolutionnaires de France, du moment qu'ils abandonnèrent l'idée de la monarchie constitutionnelle», et il ajoute: «pareillement la vieille école de France, celle par exemple de Montesquieu, n'aurait jamais applaudi à la Révolution», dans la mesure où cette école «ressemblait à l'italienne, parce que toutes deux ressemblaient à la grecque et à la latine»²⁹. Il faut noter surtout, outre la remarque pertinente que Montesquieu n'aurait jamais approuvé un événement comme la Révolution, l'assimilation de la tradition de la pensée politique française – qu'il représentait – à la tradition italienne personnifiée par Machiavel, Gravina et Vico, c'est-à-dire, précisément, la tradition dont Cuoco se réclame plus directement et qu'il réinterprète et présente à la lumière des événements exceptionnels et des problèmes de son époque³⁰.

D'autre part, on peut aussi relever dans le *Saggio storico* comme dans les *Frammenti*, des réminiscences d'affirmations et d'opinions de Montesquieu. On se reportera, par exemple, au jugement que Cuoco porte sur le ministre John Acton: «quand [cet homme] n'aurait pas eu le despotisme dans le cœur, il l'aurait eu dans la tête»³¹, qui reprend *ad litteram* celui du Président sur le cardinal de Richelieu³²; ou encore à cette phrase de l'*Avvertimento* mis en tête du second volume de la première édition du *Saggio* et par la suite inséré dans la *Prefazione* à la deuxième édition (1806): «[...] il faut avoir la patience de lire l'ouvrage en entier et de ne pas le juger à partir de passages isolés»³³, écho fidèle de ce qu'écrit le philosophe de La Brède dans la *Préface* de *L'Esprit des Lois*: «Je demande une grâce que je crains qu'on ne m'accorde pas: c'est [...] d'approuver ou de condamner le livre entier, et non pas quelques phrases»³⁴; ou bien encore cette affirmation: «Je pourrais raconter bien des événements pour prouver ce que je dis; mais pourrait-on dire tout sans un mortel ennui?»³⁵, qui calque Montesquieu disant, toujours dans la *Préface*: «Ces détails même, je ne les ai pas tous donnés; car, qui pourrait dire tout sans un mortel ennui?»³⁶.

Au cours des années qui suivirent la publication des *Frammenti* et du *Saggio* – qui produisit en Italie, comme l'a observé Croce³⁷, les mêmes effets qu'avaient produits en Angleterre les *Reflections on the Revolution in France* (1790) d'Edmund Burke – les citations explicites ou implicites et les réminiscences deviennent encore plus nombreuses; on les trouve surtout dans quelques articles et fragments d'articles de la période milanaise de Cuoco (1801-1806). Citons, par exemple, *Il sistema politico europeo al principio dell'Ottocento*, où Montesquieu est mentionné jusqu'à trois fois³⁸, ou bien *Il diritto penale e le rivoluzioni*, où il est mentionné deux fois³⁹, ou

(28) V. CUOCO, *Saggio storico*, cit., p. 12. Cfr. aussi, du même auteur, *Scritti vari*, 2 vols., éd. par N. Cortese et F. Nicolini, Bari, Laterza, 1924, vol. I, pp. 105 et 151.

(29) *Ibid.*, pp. 52-53. Sur l'interprétation de la Révolution française proposée par Cuoco, cfr., entre autres, F. DIAZ, *L'incomprensione italiana della Rivoluzione francese. Dagli inizi ai primi del Novecento*, Torino, Bollati Boringhieri, 1989, pp. 15-23, *passim*; et D. LOSURDO, *Vincenzo Cuoco, la révolution napoléonaise de 1799 et l'étude comparée des révolutions*, in «Revue historique», 1989, pp. 133 et suiv.

(30) Cfr. P. VILLANI, *L'ideologia*, cit., p. 6.

(31) V. CUOCO, *Saggio storico*, cit., p. 61.

(32) *Lois*, V, 10, al. 2.

(33) V. CUOCO, *Saggio storico*, cit., p. 6.

(34) *Lois*, «Préface», al. 2.

(35) V. CUOCO, *Saggio storico*, cit., p. 135.

(36) *Lois*, «Préface», al. 7.

(37) Cité par N. Cortese, *Introduzione* à CUOCO, *Saggio storico*, cit., p. X.

(38) V. CUOCO, [*Il sistema politico europeo al principio dell'Ottocento*] («Giornale italiano», 14 janvier - 11 août 1804), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, pp. 14, 17 et 41.

(39) V. CUOCO, [*Il diritto penale e le rivoluzioni*] («Giornale italiano» 20-22 février 1804), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, pp. 73 et 75.

encore les fragments d'un essai sur la *Critique de la raison pure* de Kant dans lesquels Cuoco rappelle la conclusion de la *Préface au Temple de Gnide*⁴⁰. Citons encore, *La costituzione della Repubblica settinsulare*, qui tient manifestement compte du chapitre 21 du livre XIX de *L'Esprit des Lois* concernant les rapports très étroits qui doivent exister entre les lois (la constitution) et les mœurs d'un peuple⁴¹; ou, enfin, *La provvidenzialità della storia*, dans lequel Cuoco, se rappelant très probablement un célèbre passage du chapitre XVIII des *Considérations sur les Romains* («Ce n'est pas la fortune qui domine le monde: on peut le demander aux Romains, qui eurent une suite continuelle de prospérités quand ils se gouvernèrent sur un certain plan, et une suite non interrompue de revers lorsqu'ils se conduisirent sur un autre»⁴²), écrit dans les premières lignes:

[qu'] un des plus beaux livres de Plutarque est celui qu'il nous a laissé sur la fortune des Romains et celle d'Alexandre. Injuste est le jugement qu'il porte sur ces premiers en attribuant toute leur grandeur à la fortune. Le hasard [*Il caso*], dit Montesquieu, ne dure pas huit siècles⁴³.

Les citations explicites et les réminiscences des écrits de Montesquieu ne manquent pas non plus dans les travaux postérieurs au séjour milanais de Cuoco. Ainsi, par exemple, le *Rapporto al Murat* pour la réforme de l'instruction dans le royaume de Naples (1809), qui donne une définition des lois («Que sont donc les lois? Ce sont les principes de la raison universelle appliqués aux circonstances particulières d'un peuple»⁴⁴), dans laquelle on perçoit l'écho de la définition du chapitre 3 du livre I de *L'Esprit des Lois* («La loi, en général, est la raison humaine, en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre; et les lois politiques et civiles de chaque nation ne doivent

(40) V. CUOCO, [*Nuovi principi di ideologia. Frammento (A proposito della "Critica della ragion pura" di Emanuele Kant)*] (1803), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, p. 299: «Si nous avons le livre que souhaitait Montesquieu, et qu'en douze pages il contienne tout ce que les hommes savent en matière de législation, de morale, de politique, les théories pourraient devenir plus populaires [...]»; MONTESQUIEU, *Préface du traducteur au Temple de Gnide*, al. 9: «Il y a trente ans que je travaille à un livre de douze pages, qui doit contenir tout ce que nous savons sur la métaphysique, la politique et la morale [...]».

(41) V. CUOCO, *La costituzione della Repubblica settinsulare* («Giornale italiano», 15 février 1804), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, p. 236: «La meilleure [constitution] n'est pas toujours celle qui s'avère la meilleure grâce à des arguments abstraits, mais plutôt celle qui est la plus conforme aux mœurs des peuples: à ces mœurs qui existent toujours avant la constitution; et, si elles lui sont conformes, elles la rendent stable et durable; si elles en diffèrent, elles l'affaiblissent et la détruisent. Quand Solon disait: "J'ai voulu donner aux Athéniens non pas les meilleures parmi toutes les lois, mais les meilleures de celles qu'ils pouvaient souffrir", il ne voulait pas faire sa propre défense, mais fournir un précepte à ceux qui, trois siècles plus tard en Grèce, et dans le reste de l'Europe vingt siècles plus tard, devaient estimer une tentative facile tout changement politique et une entreprise de tout repos celle d'établir des lois, desquelles devait dépendre le bonheur de

vingt millions d'hommes et de dix générations»; Montesquieu, *Lois*, XIX, 21 (*Comment les lois doivent être relatives aux mœurs et aux manières*): «Il n'y a que des institutions singulières qui confondent ainsi des choses naturellement séparées: les lois, les mœurs et les manières; mais quoiqu'elles soient séparées, elles ne laissent pas d'avoir entre elles de grands rapports. On demanda à Solon si les lois qu'il avait données aux Athéniens étaient les meilleures: "Je leur ai donné, répondit-il, les meilleures de celles qu'ils pouvaient souffrir". Belle parole, qui devrait être entendue de tous les législateurs». Nous avons ici une nouvelle preuve confirmant l'hypothèse avancée plus haut. Sur la nécessité d'une conformité entre lois et mœurs, Cuoco insiste également dans son roman historico-philosophique, *Platone in Italia* (1804-1806), éd. par F. Nicolini, Bari, Laterza, 1928³, vol. I, p. 139 et vol. II, p. 164.

(42) *Considérations*, XVIII, al. 13.

(43) V. CUOCO, [*«La provvidenzialità della storia»*] («Giornale italiano», 26 janvier 1806), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, p. 217. Montesquieu est cité aussi dans *Platone in Italia*, cit., vol. II, p. 148, et dans les *Osservazioni sulla legislazione civile*, publiées pour la première fois par F. Tessitore en appendice à *Lo storicismo di Vincenzo Cuoco*, cit., p. 179.

(44) V. CUOCO, [*Rapporto al re Gioacchino Murat e Progetto di decreto per l'organizzazione della pubblica istruzione*] (1809), dans *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 85.

être que les cas particuliers où s'applique cette raison humaine⁴⁵); ou bien l'essai sur *L'utilità delle scienze e specialmente della storia* (1812), dans lequel le philosophe de La Brède est cité pour avoir fait «l'histoire des nations et des lois» et proposé comme modèle, avec Descartes, Galilée, Newton et Locke, «à ceux qui sont ivres de l'amour des systèmes»⁴⁶.

Les références les plus amples et les plus significatives se trouvent cependant dans deux écrits de la période milanaise, à savoir: l'article *Gli scrittori politici italiani*, paru le 24 décembre 1804, dans le «Giornale Italiano», dirigé par Cuoco lui-même, et surtout les fragments d'un *Corso di legislazione comparata*, un cours que Cuoco voulait peut-être tenir à Milan en 1805⁴⁷.

Dans l'article de 1804, réimprimé cent ans plus tard par Croce dans *La Critica*⁴⁸ et considéré par quelques spécialistes⁴⁹ comme le point de départ de l'histoire des doctrines politiques dans notre pays, Cuoco rappelle, à un moment donné et avec une complaisance évidente, l'estime que Montesquieu avait pour Machiavel et pour Gravina, et l'influence que tous deux exercèrent sur sa pensée (exagération manifeste en ce qui concerne Gravina):

Le premier qui, en Italie, définit exactement la nature de l'État et en examina les diverses parties, les droits et les obligations – écrit-il en effet – fut Gian Vincenzo Gravina [...]: ce Gravina – ajoute-t-il – dont trois définitions [sic!] sont le fondement de l'*Essai sur le Gouvernement civil* de Locke et de *L'Esprit des Lois* de Montesquieu, et dont trois paragraphes [sic!] contiennent presque entièrement le *Contrat social*. Montesquieu n'a témoigné à aucun autre Italien autant de reconnaissance qu'à Gravina et à Machiavel. Gravina a été peut-être le seul qu'il ait cité, Machiavel le seul qu'il ait loué⁵⁰.

Dans les fragments d'un *Corso di legislazione comparata*, après avoir fait l'éloge des jurisconsultes romains pour leur capacité d'adapter le droit aux «coutumes toujours changeantes du peuple»⁵¹, et avoir souligné que connaître les «causes» et les

(45) *Lois*, I, 3, al. 11.

(46) V. CUOCO, [*L'utilità delle scienze e specialmente della storia*] (1812), dans *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 247.

(47) Cfr. F. NICOLINI, *Nota* à V. CUOCO, *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 406.

(48) B. CROCE, *Un articolo dimenticato di Vincenzo Cuoco sugli scrittori politici italiani*, *La Critica*, 1904, pp. 337-341. Dans la *Préface* (p. 337) Croce définit l'article «une vigoureuse synthèse de l'histoire des doctrines politiques en Italie du Moyen-Âge à la fin du XIX^{ème} siècle».

(49) R. DE MATTEI, *Gli studi italiani di storia del pensiero politico. Saggio storico-bibliografico*, Bologna, Zuffi, 1951, pp. 8-9; C. CURCIO, *Sulle origini della storiografia delle dottrine politiche*, «Rivista internazionale di filosofia del diritto», 1959, p. 515; W. MATURI, *Appunti sul pensiero politico di Cavour*, éd. par F. Talucchi, Torino, 1961, p. 28; S. TESTONI BINETTI, «La storia delle dottrine politiche in un dibattito ancora attuale». *Il pensiero politico*, 1971, p. 306.

(50) V. CUOCO, [*Gli scrittori politici italiani*] («Giornale italiano», 24 décembre 1804), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, p. 128. Comme on sait, Gravina est favorablement mentionné deux fois dans *L'Esprit des Lois* (I, 3, al. 7 et 10), alors que Machiavel – qui n'est jamais cité dans les *Considérations*,

où sa 'présence' est sans aucun doute plus large – y est défini (VI, 5, al. 1) un «grand homme». Cfr. aussi la lettre de Cuoco à G.B. Giovinio du 7 mars 1804, dans *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 314. En ce qui concerne l'influence de Gravina sur Montesquieu, cfr. en particulier R. SHACKLETON, *Montesquieu. A Critical Biography*, Oxford, Oxford University Press, 1961, pp. 255-256, 258, et la note n. 25 de R. Derathé sur le livre I de *L'Esprit des Lois*, dans l'édition publiée par ses soins: Paris, Garnier, 1973 (1990), t. I, pp. 412-423; en ce qui concerne l'influence de Machiavel sur Montesquieu, cfr. *infra*, note n. 68.

(51) V. CUOCO, [*Programma di un "Corso di legislazione comparata". Frammento*] (1805?), dans *Scritti vari*, cit., vol. I, p. 326. Ici non plus, il ne faut pas exclure (à part celles de Vico) une réminiscence de certains passages des *Considérations* (III, al. 6 et 7; XIII, al. 16 et 17; XV, al. 4), dans lesquels Montesquieu souligne l'influence de l'évolution des mœurs sur les changements de la constitution politique de Rome; il ne faut pas exclure non plus une réminiscence du livre XXVII de *L'Esprit des Lois*, dans lequel Montesquieu met en évidence les rapports entre l'évolution des lois romaines sur les successions et l'évolution de la société romaine. Sur ces aspects de la pensée de Montesquieu, cfr. R. SHACKLETON, *Montesquieu*, cit., pp. 320-324;

«effets» de la variété des lois est «ce qui s'appelle connaître l'*esprit des lois*»⁵², Cuoco écrit:

Montesquieu a peut-être été le premier à considérer les lois sous cet aspect (l'*esprit des lois*, précisément) et son œuvre fera date dans la science de la législation. Elle serait toutefois parfaite si, à mon avis – continue-t-il –, ne lui faisaient défaut deux parties principales, dont la première est de ne pas avoir fixé l'idéal des lois positives, la seconde que pendant qu'il recherche les différentes causes et les différents effets des changements et des différences des lois, il recherche cela particulièrement, sans remonter à la nature même de l'esprit humain et de la société civile. Il s'ensuit que son livre manque, aux yeux de beaucoup de gens, d'un fondement de vérité absolue et n'est autre qu'un ensemble d'observations ingénieuses et sensées, un ensemble d'expériences sur les lois; et voilà qu'on serait presque tenté de répéter le jugement perspicace de Voltaire, qui disait non pas *Esprit 'des' lois* mais *Esprit 'sur' les lois*⁵³. Il s'ensuit aussi qu'il manque, aux yeux d'un très grand nombre de gens, d'unité et d'ensemble, ce pour quoi on en vint à l'accuser de manquer de méthode, une accusation dont ne put même pas l'affranchir l'esprit extrêmement méthodique de d'Alembert. Car, en effet, comment démontrer l'existence de la méthode dans un livre où manquent les idées générales, qui seules peuvent faire naître la méthode? Et enfin Montesquieu, en considérant séparément chaque cause et chaque effet des lois, n'a pu éviter l'inconvénient d'attribuer une influence excessive à chacune des causes. Aucune d'elles n'est bien définie car si l'on sait comment chacune agit pour son compte, on ignore toujours de quelle manière le concours de toutes ces causes limite et modifie la force de chacune. D'où les nombreuses disputes qui surgirent sur les principes de Montesquieu. Et en effet comment éviter les disputes si, en lisant l'*Esprit des Lois* vous ne pouvez éviter l'effet de sa lecture, qui fait que dans chaque livre il vous semble voir que telle cause, dont on traite dans tel livre, est la plus puissante? Lisez "climat" et tout vous semble climat. Lisez "population" et tout vous semble effet de la population, etc., etc.⁵⁴.

Comme on le voit, bien que faisant l'éloge de *L'Esprit des Lois* (qui «fera date dans la science de la législation»), Cuoco le considère comme un ouvrage imparfait, et ceci pour deux raisons fondamentales (qui permettent aussi de comprendre, à son avis, les diverses accusations dont l'ouvrage fut l'objet au cours du XVIII^{ème} siècle: manque de fondement de vérité absolue, manque de méthode, désordre et incohérence entre les parties, etc.). Ces deux raisons sont les suivantes: premièrement, Montesquieu a ignoré «l'idéal» des lois positives, c'est-à-dire le «droit naturel» ou «jurisprudence universelle»⁵⁵; deuxièmement, dans sa recherche des «diverses causes et des divers effets des changements et des différences des lois», il s'est borné à «les rechercher particulièrement», sans remonter «à la nature même de l'esprit humain et de la société civile».

C'est, au contraire, ce qu'a fait Vico, auquel revient par conséquent le mérite, écrit Cuoco, d'avoir été – avec le *De universi juris principio et fine uno* (1720) et la *Scienza nuova* (1725) – «le premier, le vrai fondateur de la science de la législation»⁵⁶.

S. COTTA, *Montesquieu e la scienza della società*, cit., pp. 395-397; G. BENREKASSA, *Le concentrique et l'excentrique: marges des Lumières*, Paris, Payot, 1980 (chapitre sur *Philosophie du droit et histoire dans les livres XXVII et XXVIII de "L'Esprit des Lois"*, pp. 155-182); du même, *Montesquieu. La liberté et l'histoire*, Paris, Librairie Générale Française, 1987, pp. 178 et suiv.; C. BORGHIERO, *Dal 'génie' all' 'esprit'*, cit., p. 271.

(52) *Ivi*, p. 333.

(53) Comme on sait, ce jugement n'est pas de Voltaire, mais de Mme Du Deffand; Voltaire le répète cependant quelquefois en l'approuvant: cfr., par exemple, ses *Questions sur l'Encyclopédie*,

art. *Esprit des Lois*, et sa lettre au duc d'Uzès du 14 septembre 1751 (édition Th. Besterman de la *Correspondance*, D 4569).

(54) V. CUOCO, *Scritti vari*, cit., vol. I, pp. 333-334.

(55) *Ivi*, pp. 332 et 336. Cfr. aussi *Rapporto al re Gioacchino Murat*, dans *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 86: «À la jurisprudence universelle, attendu qu'elle s'occupe de ce qui est juste, on a conféré il y a longtemps le nom de "droit de la nature et des gens"».

(56) *Ivi*, pp. 334-335. Une thèse analogue semble déjà ébauchée par Cuoco dans l'article *Gli scrittori politici italiani*, dans *Scritti vari*, cit., pp. 128-129.

Primauté, donc, aussi bien *chronologique* que *théorique* du philosophe napolitain sur Montesquieu, comme cela avait déjà été dit au cours du XVIII^{ème} siècle et comme continueront à le répéter tout au long du XIX^{ème} siècle et dans la première moitié du XX^{ème} siècle de nombreux auteurs qui ne sont pas uniquement Italiens⁵⁷.

Il faut toutefois souligner, mise à part l'absence de fondement, désormais reconnue, d'une telle hypothèse interprétative⁵⁸, qu'en la formulant Cuoco «n'accorde cependant aucun poids» – comme Croce l'a justement observé⁵⁹ – à *l'accusation de plagiat* qui avait été relancée avec force, quelques années auparavant, par Francesco Lomonaco⁶⁰. Au contraire, il reconnaît – comme on a déjà pu le voir – les mérites de Montesquieu (il a peut-être été le premier à traiter de *l'esprit des lois* et son ouvrage «fera date»), Montesquieu envers lequel, par ailleurs, Cuoco se déclare même explicitement débiteur de l'une de ses maximes préférées («l'idée d'optimum est la mortelle ennemie du bien»⁶¹); et plus largement – comme le démontre, croyons-nous, la présente recherche – d'une large part de ce réalisme prudent et de cet esprit de modération qui le distinguent⁶².

Passons maintenant à Romagnosi, l'un des plus grands, si ce n'est le plus grand, des juristes italiens de la période qui va de la fin du *Triennio Giacobino* (1796-1799) au *Cours de droit constitutionnel* (1835-1837) de Pellegrino Rossi; ce Romagnosi qui est aussi le père spirituel d'une portion non négligeable de la classe dirigeante du *Risorgimento*, de Ferrari à Cantù, de Cattaneo aux frères Sacchi⁶³.

Par rapport à Cuoco, les références explicites et implicites à Montesquieu ou les simples réminiscences de ses affirmations et de ses doctrines, sont beaucoup plus nombreuses, et on les trouve un peu partout dans la production très vaste et décousue de cet auteur, particulièrement, comme il est naturel, dans ses écrits de caractère politique et juridique. Références et réminiscences qui, dans ce cas également, et même plus largement que chez Cuoco, attestent non seulement la profonde connaissance que le juriste de Salsomaggiore (Plaisance) a des œuvres du philosophe de La Brède, mais justifient l'inclusion de ce dernier (qu'il soit accepté ou contexté) parmi les «sources» de sa pensée, même si, comme dans le cas de Cuoco, il est en seconde position par rapport à d'autres sources, comme (pour

(57) Cfr. à ce sujet la reconstruction contenue dans la *Bibliografia vichiana* (pp. 283-293), déjà citée, de CROCE et NICOLINI, eux aussi partisans, comme on le sait, de la primauté de Vico sur Montesquieu: cfr. D. FELICE, *Modération et justice*, cit., pp. 107 et suiv.

(58) Cfr. à ce propos les mises au point définitives faites par W. FOLKIERSKI, *Montesquieu et Vico*, dans *Attes du Congrès Montesquieu*, Bordeaux, Delmas, 1956, pp. 127-140, et surtout par R. SHACKLETON, *Montesquieu*, cit., pp. 114-116, et par C. ROSSO, *Montesquieu et Vico*, dans *Montesquieu moraliste*, cit., pp. 327-344.

(59) B. CROCE, *Bibliografia vichiana*, cit., p. 285.

(60) F. LOMONACO, *Vite degli eccellenti italiani*, Italia [Milano], 1803, t. III, pp. 127-128. Sur cette accusation de Lomonaco contre Montesquieu, cfr. B. CROCE, *Bibliografia vichiana*, cit., pp. 285-286 et 292.

(61) V. CUOCO, [*Viaggio in Molise*] (1812), dans *Scritti vari*, cit., vol. II, p. 201: «Voilà où conduit une fausse idée d'optimum toujours, comme disait Montesquieu, mortelle ennemie du bien». Très

probablement Cuoco pense au passage suivant de la *Préface de L'Esprit des Lois* (al. 10): «On laisse le mal, si l'on craint le pire; on laisse le bien, si on est en doute du mieux». La coïncidence presque littérale de cette maxime (que Cuoco, on le sait, répète à l'infini dans ses écrits) avec une *pensée* de Montesquieu (publiée toutefois, pour la première fois, dans *Pensées et fragments inédits*, Bordeaux, Gounouilhou, 1889-1901, n. 630): «Le mieux est le mortel ennemi du bien», est de toute façon significative.

(62) Sur le réalisme prudent et sur l'esprit de modération de Cuoco insistent, entre autres, M. PARIGI, *Per una rilettura del "Saggio storico sulla Rivoluzione Napoletana del 1799" di Vincenzo Cuoco*, *Archivio storico italiano*, 1977, pp. 223, 233 et 244; P. VILLANI, *L'ideologia*, cit., *passim*; et F. TESSITORE, *Vincenzo Cuoco e le origini*, cit., *passim*.

(63) Cfr. L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, vol. I: *Il progetto costituzionale*, Milano, Giuffrè, 1984, pp. 5 et 9, et E.A. ALBERTONI, *Storia delle dottrine politiche in Italia. Saggio*, Milano, Mondadori, 1985, pp. 250, 252 et 254.

ce qui concerne le domaine juridique et politique exclusivement) Vico, Filangieri, Wolff et Leibniz.

Il est évident qu'ici aussi nous nous limiterons à signaler et commenter les citations et les références les plus significatives, tenant compte avant tout des contributions les plus connues et les plus marquantes de Romagnosi, en particulier de *l'Introduzione allo studio del diritto pubblico universale* (1805), de *Della costituzione di una monarchia nazionale rappresentativa* (1815) et des *Istituzioni di civile filosofia ossia di giurisprudenza teorica* (composées en 1825 environ mais publiées seulement en 1839).

À la différence de Cuoco, qui semble les ignorer complètement, Romagnosi mentionne parfois explicitement les *Lettres Persanes*: par exemple, dans l'opuscule *Che cos'è la libertà?* (1793), où il reproduit *ad litteram* la première partie (lettre XI) de la célèbre fable ou «parabole» des Troglodytes pour montrer «quelles sont les conséquences d'un état de liberté et d'égalité absolues et illimitées»⁶⁴.

Les *Considérations sur les Romains*, d'autre part, sont citées plus d'une fois et dans divers écrits, comme par exemple dans le *Diritto naturale politico* (1805 environ), où Romagnosi mentionne favorablement cette affirmation: «la tyrannie d'un prince ne met pas un État plus près de sa ruine que l'indifférence pour le bien commun n'y met une république»⁶⁵, ou bien dans l'essai *Della legislazione civile in relazione al perfezionamento umano* (qu'on peut situer entre 1805 et 1808⁶⁶), dans lequel il refuse nettement le jugement de Montesquieu sur Tarquin⁶⁷ et observe que «tout ce que [Montesquieu a dit] de bon et de remarquable [sur les causes de la grandeur des Romains] est tiré de Machiavel, qu'il a pillé de fond en comble, sans jamais le citer une seule fois»⁶⁸.

L'ouvrage de loin le plus cité et commenté est toutefois, comme dans le cas de Cuoco, *L'Esprit des Lois*, dont Romagnosi eut à sa disposition, au cours des huit années décisives pour sa formation (1775-1782) passées au célèbre Collegio Alberoni de San Lazzaro de Plaisance, non seulement une édition en langue originale (et plus exactement celle portant l'«imprint» Amsterdam, Chatelain, 1749), mais aussi la traduction italienne de 1773, éditée à Venise par Antonio Graziosi⁶⁹.

Sur le chef-d'œuvre de Montesquieu, Romagnosi formule un jugement d'ensem-

(64) G.D. ROMAGNOSI, *Che cos'è la libertà*, dans *Opere di Gian Domenico Romagnosi riordinate ed illustrate da Alessandro De Giorgi*, 16 t. en 8 voll., Milano, Perelli e Mariani, 1841-1852, vol. III, t. I, pp. 800-803. (Nous emploierons le sigle: EDG, suivi du numéro du volume en chiffre romain et de celui du tome en chiffre arabe). Sur cet opuscule de Romagnosi, cfr. L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., pp. 88-90.

(65) G.D. ROMAGNOSI, *Diritto naturale politico*, EDG, III, 2, pp. 862-863 et note n. 1; Montesquieu, *Considérations*, IV, al. 6.

(66) Cfr. R. GHIRINGHELLI, *Idee, società ed istituzioni nel ducato di Parma e Piacenza durante l'età illuministica* (*Studi Romagnosi*, III), Milano, Giuffrè, 1988, pp. 150 et 176, en note.

(67) G.D. ROMAGNOSI, *Della legislazione civile in relazione al perfezionamento umano. Discorso inedito*, EDG, II, 1, pp. 397-398, note n. 2; Montesquieu, *Considérations*, I, al. 17 et 18.

(68) *Ivi*, p. 402, note n. 1. Cfr. aussi *Vedute fondamentali sull'arte logica* (1832), EDG, I, 1, p. 444,

note 1. Comme nous l'avons déjà remarqué (cfr. *supra*, note 50), Montesquieu ne mentionne jamais Machiavel dans les *Considérations* bien que, sans aucun doute, il lui emprunte diverses conceptions, surtout aux *Discours sur la première décade de Tite-Live*; cfr. à cet égard, outre le célèbre livre de E. LEVI-MALVANO, *Montesquieu e Machiavelli*, Paris, Champion, 1912, pp. 59-96, A. BERTIÈRE, *Montesquieu, lecteur de Machiavel*, dans *Actes du Congrès Montesquieu*, cit., pp. 141-158; R. SHACKLETON, *Montesquieu and Machiavel: a Reappraisal*, dans *Essays on Montesquieu and on the Enlightenment*, ed. by D. Gilson and M. Smith, Oxford, The Voltaire Foundation at the Taylor Institution, 1988, pp. 117-132; F. GENTILE, *De Machiavel à Montesquieu*, «Notiziario culturale italiano», n. 1, 1970, pp. 1-13; C. ROSSO, *Montesquieu et Machiavel*, en appendice à *Montesquieu moraliste*, cit., pp. 317-326; et H. DREI, *La vertu politique: Machiavel et Montesquieu*, Paris, L'Harmattan, 1998.

(69) Cfr. R. GHIRINGHELLI, *Idee, società ed istituzioni*, cit., p. 167.

ble plutôt sévère: de Montesquieu – affirme-t-il en effet dans un écrit qui remonte à son âge mûr –

il n'est resté auprès des générations suivantes que le mérite qui lui a été laissé par le *Commentaire* de Destutt de Tracy, et qui va s'atténuer de plus en plus. Il n'aurait pas été réduit en de telles bornes – continue-t-il – s'il avait écrit son livre avec des raisons et des faits déduits de l'étude de la vie des États; s'il avait bien compris les conditions essentielles de la vraie Politique; s'il avait reconnu la force progressive des temps de la civilisation (*incivilimento*) humaine; bref, s'il avait été bien instruit de la *civile filosofia*. Mais elle lui fit défaut; en conséquence, si *L'Esprit des Lois* peut d'une part être considéré comme une tentative appréciable où brillent de nombreux traits particuliers pleins de perspicacité et surtout un style magique, en réalité il n'a d'autre part servi qu'à stimuler les recherches postérieures⁷⁰.

En revanche, Romagnosi formule des jugements différenciés en ce qui concerne les doctrines et les affirmations diverses contenues dans *L'Esprit des Lois*. Il en accepte quelques-unes et les fait siennes, comme par exemple celles qui ont trait aux rapports entre grandeur des tributs et liberté⁷¹, aux effets néfastes de l'esclavage sur le maître et sur l'esclave⁷² et à la dureté à laquelle seraient également portés aussi bien les hommes extrêmement heureux que les hommes extrêmement malheureux⁷³. Il en critique et en refuse tout à fait d'autres, plus nombreuses, comme par exemple celles qui ont trait au fondement de la liberté du citoyen⁷⁴, au droit naturel⁷⁵, au renonce-

(70) G.D. ROMAGNOSI, *Ragguaglio dell'opera dell'abate F. Maria Franceschini intitolata: "Introduzione allo studio della legislazione dedotta dai principii dell'ordine"* (1829), EDG, III, 1, p. 818. Un jugement analogue est encore formulé par Romagnosi dans son *Articolo relativo alla quarta edizione dell'opera di Alberto De Simoni intitolata: "Dei delitti considerati nel solo effetto e attentati"* (1831), EDG, IV, 1, pp. 454-455. Comme on le sait, la *filosofia civile*, entendue comme «science systématique de la chose publique, ayant pour but sa réalisation pratique» (E.A. ALBERTONI, *La vita degli Stati e l'incivilimento dei popoli nel pensiero politico di Gian Domenico Romagnosi*, Milano, Giuffrè, 1979, p. 48), est l'axe autour duquel tournent toutes les réflexions de Romagnosi, comme il tient à le souligner lui-même dans ses *Lettere al signor Gian Piero Vissieux* (1833), EDG, III, 1, pp. 499, 511-512 et *passim*.

(71) G.D. ROMAGNOSI, *Della costituzione di una monarchia nazionale rappresentativa (La scienza delle costituzioni)*, édition critique par G. Astuti, introduction de F. Patetta, 2 voll., Roma, Reale Accademia d'Italia, vol. II, p. 496: «Nous demandons en premier lieu sous quel gouvernement un peuple peut contribuer le plus aux dépenses de l'État. À cette question nous répondons avec le passage suivant de Montesquieu [*Lois*, XIII, 12, al. 1]: "Règle générale: on peut lever des tributs plus forts; à proportion de la liberté des sujets; et l'on est forcé de les modérer à mesure que la servitude augmente. Cela a toujours été, et cela sera toujours. C'est une règle tirée de la nature, qui ne varie point; et l'on la trouve par tous les pays, en Angleterre, en Hollande et dans tous les États où la liberté va se dégradant, jusqu'en Turquie". Cfr. aussi *ivi*, pp. 494 et 497.

(72) G.D. ROMAGNOSI, *Istituzioni di civile filosofia, ossia di giurisprudenza teorica*, EDG, III, 2, p.

1636: «L'esclavage ne corrompt pas seulement celui qui sert, mais aussi celui qui commande. Abominables sont les sentiments et funestes les passions et les manières de vivre qu'il produit chez les maîtres eux-mêmes. Ceci aussi est un fait constant, déjà observé par le célèbre Montesquieu: "L'esclavage, dit-il [*Lois*, XV, 1, al. 1], n'est utile ni au maître ni à l'esclave: à celui-ci, parce qu'il ne peut rien faire par vertu; à celui-là, parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les vertus morales, qu'il devient fier, prompt, dur, colère, voluptueux, cruel". Cfr. aussi *ivi*, p. 1641.

(73) *Ibid.*, p. 1781-1782: «Les hommes extrêmement heureux (dit Montesquieu [*Lois*, VI, 9, al. 7]), et les hommes extrêmement malheureux, sont également portés à la dureté; témoin les moines et les conquérants. Il n'y a que la médiocrité et le mélange de la bonne et de la mauvaise fortune, qui donnent de la douceur et de la pitié". Il y a une grande vérité dans ce passage». Cfr. aussi *ivi*, p. 1783.

(74) G.D. ROMAGNOSI, *Genesi del diritto penale* (1791), Firenze, Piatti, 1844¹, p. 213: «Ce n'est pas tout à fait vrai que la *liberté* n'est fondée que sur la pratique des connaissances des règles des jugements criminels, comme l'affirme Montesquieu [*Lois*, XII, 2, al. 5 et 6]. Il y a quelque chose d'antérieur [les lois naturelles], et de plus grande importance et influence, sur quoi cette liberté même se fonde et se mesure [...]». Sur la doctrine pénale de Romagnosi, cfr. surtout P. NUVOLONE, *Delitto e pena nel pensiero di Gian Domenico Romagnosi*, dans *Atti del convegno di studi in onore di Gian Domenico Romagnosi nel bicentenario della nascita* («Studi parmensi», 1961), pp. 173 et suiv.

(75) G.D. ROMAGNOSI, *Introduzione allo studio del diritto pubblico universale*, EDG, III, 1, pp. 389-390: «Si Montesquieu [*Lois*, I, 2 et 3] et tant

ment des hommes à leur indépendance naturelle et à la communauté naturelle des biens pour vivre, respectivement, sous des lois politiques et sous des lois civiles⁷⁶. Romagnosi ne manque pas, par ailleurs, d'établir une comparaison entre Vico et Montesquieu et de conclure, comme Cuoco, bien que pour un domaine plus restreint, en faveur de Vico:

Montesquieu a parfois tenté de deviner [sic!] la raison de quelque loi particulière ou de quelque institution romaine; mais personne, avant le napolitain Giambattista Vico, ne s'est jamais proposé de démontrer pourquoi chez les Romains, plutôt que chez d'autres peuples, la plus saine jurisprudence civile a dû naître et se développer à un si haut degré⁷⁷.

Et encore:

Montesquieu a dit que les testaments étaient chez les anciens Romains, spécialement dans les premiers temps de la république, des actes de droit public [L'*Esprit des Lois*, XXVII, al. 18]. Vico avait dit et publié la même chose avant lui et, ce qui est mieux, il en avait trouvé la raison, que Montesquieu n'a pas su deviner [sic!]. Voir les ouvrages *De universi juris principio et fine uno*, LXIII, et *De constantia jurisprudentiae*, Pars altera, *De constantia philologiae*, chap. XX, art. *De testamentis*⁷⁸.

Parmi les autres doctrines de Montesquieu, que Romagnosi critique ou refuse, il y en a trois, par ailleurs toutes fondamentales, sur lesquelles il revient avec plus d'insistance tout au long de son œuvre, ce sont: a) la conception de la loi en tant que

d'autres écrivains, au lieu de confondre le *jus primitif (nativo)* et *originaire (originario)* avec le *jus naturale* proprement dit; si au lieu d'en fausser et mutiler le concept, le limitant à un homme en état de solitude insociable, ils l'avaient représenté sous son véritable aspect, tel qu'est celui d'un ensemble de normes [...] déterminées par les rapports réels et nécessaires de la nature; si, sous cette idée évidente et universelle qui considère l'homme dans tous les siècles et dans toutes les époques de la vie civile [...], ils avaient perçu que le principe de la nécessité de l'ordre naturel s'avère l'unique source et l'unique norme des lois de la raison de quelque ordre que ce soit, ils ne seraient peut-être pas tombés dans ces erreurs et dans tant d'autres aussi. Mais, comme on le voit, cette notion faisait défaut à Montesquieu; et il lui manquait donc le guide le plus important pour découvrir le vrai, le juste et l'utile moral et politique». Sur cette critique de Romagnosi à Montesquieu, cfr. les observations très pertinentes de L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., pp. 175-177, *passim*.

(76) *Ivi*, p. 387: «Affirmer, comme le font Montesquieu [Lois, XXVI, 15, al. 1] et beaucoup d'autres écrivains, que les hommes ont renoncé à leur indépendance naturelle pour vivre sous des lois politiques, ourdir la fable de ce prétendu renoncement [...], est la même chose qu'affirmer qu'un enfant renonce à son indépendance naturelle pour vivre sous la tutelle d'une mère ou d'une nourrice qui le nourrit et l'aide à marcher [...]. Les philosophes qui se vantent de dicter des lois pour gouverner les nations tombent-ils dans ces extravagances?» Cfr. aussi *Della vita degli Stati. Prodomo* (1820), EDG, III, 2, p. 1087, note n. 1:

«En matière de droit public et des fondements de la raison sociale [sic!], moi, lorsque je vois Montesquieu professer la fable du renoncement aux droits de l'indépendance naturelle, je suis forcé de l'associer à la foule (*vulgum*) de ses contemporains, tout en admirant en lui l'art de tout si bien dire». En ce qui concerne le renoncement à la communauté naturelle des biens pour vivre sous des lois civiles (Lois, XXVI, 15, al. 1), cfr. les paragraphes 338-342 de l'*Introduzione allo studio del diritto pubblico universale* (EDG, III, 1, p. 322-329), dans lesquels Romagnosi réfute non seulement Montesquieu, mais aussi Mirabeau.

(77) G.D. ROMAGNOSI, *Della legislazione civile*, EDG, II, 1, pp. 393-394. Cfr. aussi *Dell'origine e dei progressi della civile giurisprudenza dedotta dal concorso delle cagioni che produssero lo sviluppo morale e politico della repubblica romana* (1808), EDG, II, 1, p. 371. En ce qui concerne Montesquieu, Romagnosi se réfère de façon générale au livre XXVII de *L'Esprit des Lois*, tandis qu'en ce qui concerne Vico il renvoie, en note, à: *De universi juris principio et fine uno*, editio Neapolitana Felicis Musca, anno 1722, CLXXXIV, p. 152. Sur les rapports entre Romagnosi et Vico, cfr. surtout S. MORAVIA, *Vichismo e "ideologie" nella cultura italiana del primo Ottocento*, dans *Omaggio a Vico*, Napoli, Morano, 1968, pp. 456-467; du même, *Introduzione* à G.D. Romagnosi, *Scritti filosofici*, 2 voll., Milano, Ceschina, 1974, vol. I, pp. 43 et suiv.; L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, op. cit., vol. I, pp. 394 et suiv.

(78) G.D. ROMAGNOSI, *Della legislazione civile*, cit., p. 400, note n. 2.

rapport, b) la théorie des formes de gouvernement, c) le principe de la séparation des pouvoirs.

a) En ce qui concerne la notion de loi-rapport, Romagnosi emprunte ses critiques à celles de son maître spirituel Charles Bonnet, dont il se déclare bien des fois disciple et admirateur⁷⁹ : «En admettant que c'est une propriété commune à toutes les lois d'inclure la nécessité dont nous parlons, il est manifeste» – écrit-il par exemple dans *Degli enti morali* (1805 environ) – «que chaque loi est le *résultat* de rapports réels et actifs qui existent entre les choses. Je mets un aimant près d'un fer et ils s'attirent. L'attraction n'est pas un rapport, mais un résultat de rapports. Il s'ensuit que la définition de Montesquieu [*L'Esprit des Loïs*, I, 1, al. 1], selon laquelle la *loi est un rapport*, ne peut être admise»⁸⁰.

À la même époque, dans l'*Introduzione allo studio del diritto pubblico universale*, son premier vaste ouvrage de philosophie du droit, suivant encore de plus près les critiques du philosophe et naturaliste genevois, il écrit :

La *structure* de l'aimant et celle du fer dépendent de la nature, de la quantité et de l'ordre selon lequel leurs éléments sont arrangés dans l'un et dans l'autre. Cette structure établit entre l'aimant et le fer un rapport, *en vertu* duquel, c'est-à-dire *en conséquence* duquel, naît le phénomène ou l'effet de l'*attraction*. L'attraction est une loi de la nature. Mais cette loi est un effet. Cet effet n'est pas le rapport, mais ce qui résulte de ce rapport. Il semble donc que Montesquieu aurait été plus exact, s'il avait défini les lois en général : les *résultats* ou les *conséquences* des rapports qui sont entre les êtres. J'ai cru devoir définir de cette façon la loi dans sa signification la plus étendue [...]. Le célèbre Charles Bonnet – poursuit Romagnosi – ajoute que dans un livre, comme *L'Esprit des Loïs*, qui de fond en comble n'est qu'une *théorie des rapports*, il était nécessaire de définir ce que c'est qu'un *rapport*⁸¹.

Enfin c'est *ad litteram* que les critiques du naturaliste genevois sont reproduites dans les *Lezioni sul diritto civile* (1808)⁸², alors que dans les *Istituzioni di civile filosofia*, dernier ouvrage dans lequel Romagnosi aborde la problématique relative à la notion de loi, il se limite à observer que la définition de Montesquieu avait été «censurée» non seulement par Bonnet, mais également par Destutt de Tracy dans son *Commentaire*⁸³.

(79) «Je saisis cette occasion, – écrit-il par exemple à la fin d'une note de l'*Introduzione allo studio del diritto pubblico universale*, – pour rendre un hommage de sincère estime et de gratitude à la mémoire de Bonnet, dont le livre que je viens de citer [*l'Essai analytique sur les facultés de l'âme*] fut, dans mon adolescence, celui qui plus que tout autre contribua à former ma raison et qui fit faire une véritable gymnastique à mon entendement» (EDG, III, 1, p. 390, note n. 2).

(80) G.D. ROMAGNOSI, *Degli enti morali*, EDG, III, 1, p. 695 et note n. 1 (c'est Romagnosi qui souligne); CH. BONNET, *Essai analytique sur les facultés de l'âme*, 2 voll., Copenhague-Genève, 1775³ (1760¹), vol. II, chap. XXVII, § 856, p. 218.

(81) G.D. ROMAGNOSI, *Introduzione allo studio del diritto*, EDG, III, 1, p. 390, note n. 2 (c'est Romagnosi qui souligne); CH. BONNET, *Essai analytique*, cit., p. 218.

(82) G.D. ROMAGNOSI, *Lezioni inedite sul diritto civile dette nell'Università di Pavia l'anno MDCC CVIII*, EDG, VII, 1, pp. 79-80; CH. BONNET, *Essai analytique*, cit., p. 218. Le passage du naturaliste genevois, paraphrasé dans les citations précédentes

et reproduit ici *ad litteram*, est le suivant : «Les loix sont-elles des rapports? Les rapports dérivent de ces déterminations, de ces qualités en vertu desquelles les êtres sont ce qu'ils sont. C'est par ces déterminations que les êtres agissent les uns sur les autres, et concourent ainsi à produire certains effets. Nous nommons ces effets les loix de la nature, et nous disons que ces loix sont invariables, parce qu'elles ont leur fondement dans l'essence des êtres et que cette essence est immuable. La structure de l'aimant et celle du fer, dépendent de la nature et de l'arrangement de leurs éléments. Cette structure établit entre l'aimant et le fer un rapport en vertu duquel l'aimant attire le fer. Ce n'est pas ce rapport qui est une loi, c'est l'effet qui en résulte, l'attraction. L'auteur [Montesquieu] eût donc été plus exact s'il eût défini les loix, les résultats, ou les conséquences des rapports qui sont entre les êtres [...]. Dans un livre [*L'Esprit des Loïs*] qui n'est d'un bout à l'autre qu'une théorie des rapports, et une très belle théorie, ne falloit-il pas définir les rapports?».

(83) G.D. ROMAGNOSI, *Istituzioni di civile filosofia*, EDG, III, 2, p. 1134; A.-L.-C. DESTUTT DE TRACY, *Commentaire sur "L'Esprit des lois"*

Nous n'avons pas à examiner ici les critiques adressées à Montesquieu par le naturaliste genevois, ni les buts que ce dernier se proposait⁸⁴; il nous suffit d'avoir relevé que Romagnosi les reprend mais que, tout en les partageant absolument, il n'en subit pas moins la fascination de la définition de Montesquieu de 'loi-rapport', comme l'atteste l'emploi très fréquent, dans son œuvre, des notions-clés contenues dans cette définition, c'est-à-dire «rapports nécessaires» et «nature des choses» (il leur confère toutefois une signification très particulière)⁸⁵.

b) En ce qui concerne la théorie des gouvernements, Romagnosi, comme tant d'autres de ses contemporains⁸⁶, accuse surtout Montesquieu de se mouvoir à l'intérieur d'une perspective purement descriptive et empirique, c'est-à-dire de toujours considérer le problème des formes de gouvernement comme une question de fait et non de droit, les construisant absurdement comme des variables dépendant des passions – des «principes» – des différents peuples et non comme des facteurs ayant leur perfectionnement pour objet:

Établir les caractéristiques ou les conditions des gouvernements sur la base des intérêts et des passions prédominantes des gouvernants [sic!], comme l'a fait Montesquieu – écrit-il par exemple dans les *Istituzioni di civile filosofia* – équivaut à nous dire un FAIT et un FAIT PUR ET SIMPLE [...]. Mais ce fait favorise-t-il ou s'oppose-t-il à la puissance des États? Quand et comment la favorise-t-il ou s'y oppose-t-il? Voilà ce qu'il était et est important de savoir⁸⁷.

Et encore:

L'étude des gouvernements et des lois [...] ne peut être ni vraie ni utile si elle ne considère pas aussi bien les hommes tels qu'ils *peuvent être* en des *temps divers*, en des *lieux divers* et en des *circonstances diverses*, que les gouvernements tels qu'on *doit les désirer* [...]. Gouverner ne veut pas dire *favoriser* l'ignorance et les passions, mais au contraire éclairer les esprits, diriger les passions [...], bref gouverner est synonyme d'*éduquer* et de *protéger*. Et comme ceci doit se faire avec des êtres et sur une terre qui se rendent *graduellement* capables à telle fin, alors l'action du gouvernement est nécessairement *soumise à la loi de l'opportunité*⁸⁸.

de Montesquieu; suivi d'observations inédites de Condorcet sur le XXIX^{ème} livre du même ouvrage, Paris, Desoer, 1817, pp. 1-2: «Les lois ne sont pas, comme le dit Montesquieu, les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. Une loi n'est pas un rapport et un rapport n'est pas une loi. Cette explication ne présente pas un sens clair». Sur cette critique du grand idéologue à Montesquieu, cfr. M. BARBERIS, *Destutt de Tracy critico di Montesquieu, ovvero la 'scienza sociale' settecentesca al bivio*, dans *Materiali per una storia della cultura giuridica*, 1980, pp. 380-383; quant aux rapports entre Romagnosi et Destutt de Tracy, dont le *Commentaire* avait été traduit en italien en 1820, voir L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., pp. 218-221.

(84) Cfr. à cet égard l'essai de A. POSTIGLIOLA, *Montesquieu e Bonnet: la controversia sul concetto di legge*, dans *La politica della ragione. Studi sull'illuminismo francese*, éd. par P. Casini, Bologna, il Mulino, 1978, pp. 43-69.

(85) Sur la signification de ces deux notions chez Romagnosi, cfr. A. TARANTINO, *Natura delle cose e società civile. Romagnosi e Rosmini*, Roma, Edizioni Studium, 1985, pp. 144-148, et L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., pp. 210 et suiv.; sur leur signification chez Montesquieu, cfr. surtout J. EHRARD, *L'idée de nature en France dans la première*

moitié du XVIII^{ème} siècle (1963), Paris, Albin Michel, 1994, pp. 718-736, et A. POSTIGLIOLA, *Critique et Lumières chez Montesquieu: 'nature du gouvernement' et 'nature des choses' dans "L'Esprit des lois"*, *Tijdschrift voor de Studie van de Verlichting*, 1973, pp. 205 et suiv.

(86) *In primis* le 'pseudo-Helvétius', les idéologues et Constant, sur lesquels cfr. M. BARBERIS, *Benjamin Constant. Rivoluzione, costituzione, progresso*, trad. it.: Bologna, il Mulino, 1988, pp. 102-103, et D. FELICE, *Modération et justice*, cit., pp. 21-22.

(87) G.D. ROMAGNOSI, *Istituzioni di civile filosofia*, EDG, III, 2, p. 1490 (c'est Romagnosi qui souligne).

(88) *Ivi*, pp. 1490-1491 (c'est Romagnosi qui souligne). Cfr. aussi *Dell'indole e dei fattori dell'incivilimento con esempio del suo risorgimento in Italia* (1832), et *Vedute eminenti per amministrare l'economia dell'incivilimento* (1834) (mémoire présenté à l'Académie de France), EDG, II, 1, pp. 88-89 et 250-251, dans lesquels Romagnosi impute un peu à tous les écrivains politiques modernes, de Machiavel à Montesquieu même, d'avoir parlé des formes de gouvernement comme de «vêtements» qu'on peut «faire porter à un peuple quand et où l'on veut», ignorant complètement le critère de

c) En ce qui concerne enfin la séparation des pouvoirs, la polémique dont elle est l'objet de la part de Romagnosi est des plus âpres, surtout pendant les vingt dernières années de sa vie, et particulièrement dans *Della costituzione di una monarchia nazionale rappresentativa* (son principal ouvrage de droit constitutionnel) et dans les *Istituzioni di civile filosofia*.

Quand il s'agit de créer une garantie effective dans n'importe quel gouvernement d'un seul ou de plusieurs, il ne s'agit pas d'enlever ou de diviser les pouvoirs de la souveraineté mais plutôt, en les laissant dans la main où ils sont, de garantir seulement qu'ils soient exercés dans les bornes de la nécessité la plus rigoureuse,

écrit-il par exemple dans *Della costituzione*, ajoutant en note:

L'erreur la plus grande et fatale des constitutions modernes consiste en cette *division* en vertu de laquelle ou l'on enlève ce qu'il ne faut pas enlever ou bien l'on laisse ce qu'il ne faut pas laisser aux princes⁸⁹.

Et dans les *Istituzioni*:

La prétendue *balance* des pouvoirs qui s'opposent, non soumis à un pouvoir central qui prédomine sur eux, est un contresens qui bouleverse toute idée de gouvernement politique. Cette prétendue balance se résout dans un *schisme perpétué* [...]⁹⁰;

et encore:

[...] la distinction faite par Montesquieu entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire peut bien être *mentale* – inexacte en tous cas –, mais non pas *effective* de la souveraineté. *Distinguer* est une chose, *disjoindre* en est une autre. Distinguer ne comporte que dessiner mentalement les caractères propres d'un objet donné, disjoindre consiste au contraire à donner une existence propre et réelle, et presque indépendante, à ces caractères distingués mentalement et à les faire agir par eux-mêmes comme s'ils étaient autant de pouvoirs existant par eux-mêmes. Cette disjonction, quand on la fait [...], rend l'effet nul, et produit ces *dicotomies vicieuses* qui sont la peste de la bonne théorie et de la bonne pratique. Telle serait justement la tentative de donner une existence séparée et indépendante aux attributions ci-dessus indiquées de l'autorité souveraine. On a beau s'efforcer d'effectuer la division susdite, on n'arrive jamais à la mettre en œuvre sans anéantir le vrai pouvoir politique⁹¹.

La constitution anglaise est la grande ennemie de Romagnosi, il y voit – suivant en cela les traces de Filangieri en Italie et de Sieyès en France, parmi d'autres⁹² – le

l'opportunité, en tant qu'adaptation des moyens aux fins que, dans chaque phase historique, la civilisation (l'*incivilimento*) prescrit de poursuivre. Sur cette critique de Romagnosi (à mon avis à peu près dépourvue de fondement, pour le moins en ce qui concerne l'auteur de *L'Esprit des Lois*), cfr. L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., pp. 399 et suiv.; sur la théorie des formes de gouvernement chez Montesquieu, cfr. surtout N. BOBBIO, *La teoria delle forme di governo nella storia del pensiero politico*, Torino, Giappichelli, 1976, pp. 133-150.

(89) G.D. ROMAGNOSI, *Della costituzione di una monarchia*, cit., vol. I, p. 25 et note 1 (c'est Romagnosi qui souligne). Cfr. aussi *ivi*, p. 297, où la division des pouvoirs est qualifié de «peste exter-

minatrice de tout bon gouvernement».

(90) G.D. ROMAGNOSI, *Istituzioni di civile filosofia*, EDG, III, 2, p. 1495 (c'est Romagnosi qui souligne).

(91) *Ivi*, pp. 1555-1556 (c'est Romagnosi qui souligne).

(92) Cfr. L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, cit., p. 429 et notes nn. 40 et 41. Nous nous référons, en ce qui concerne Filangieri, évidemment à la sévère condamnation de la constitution anglaise contenue dans sa *Scienza della legislazione* (I, 10); en ce qui concerne Sieyès, à la condamnation tout aussi sévère qu'il formule surtout dans son *Discours du 2 Thermidor* (1795), dans *Réimpression de l'ancien Moniteur*, Paris, Plon, 1847, t. XXV, p. 292.

maintien caché des castes et des privilèges: «cette constitution», écrit-il par exemple dans son principal ouvrage de droit constitutionnel:

n'a pas du tout l'aspect d'un gouvernement dans lequel on aurait une bonne législation, une administration honnête et une garantie pour la nation contre les prévarications de ses représentants: elle ressemble au contraire à ces sombres châteaux médiévaux, d'où on a tiré ça et là quelques pièces modernes au milieu de ces murailles lugubres et de ces prisons munies de tours. Elle est un avorton issu de l'effort de pouvoirs désordonnés, qui se tiennent unis et marchent grâce à leur corruption intérieure et à l'effort extérieur d'une avarice qui coûte périodiquement des millions de morts à l'humanité⁹³.

Dans un autre passage du même ouvrage il n'hésite pas à la définir une «monstrueuse mécanique de pouvoirs» et même une «*anti-constitution*»⁹⁴.

Il faut toutefois remarquer, pour conclure, qu'en dépit de cette condamnation très sévère du gouvernement mixte anglais et de la séparation des pouvoirs en général⁹⁵, Romagnosi subit profondément l'influence de la théorie de Montesquieu sur le pouvoir «arrêtant» le pouvoir ainsi que sa réaction préalablement méfiante vis-à-vis du ou des détenteurs des pouvoirs publics⁹⁶. De même, à sa façon toute particulière, il sait mettre largement ces idées à profit – comme l'a bien mis en évidence Luca Mannori⁹⁷ – notamment dans le projet vaste et complexe de «monarchie nationale représentative» qu'il élabore et propose à l'aube de la Restauration et qui exercera une influence non négligeable sur la formation intellectuelle et politique de la génération italienne du *Quarantotto*⁹⁸.

DOMENICO FELICE

(93) G.D. ROMAGNOSI, *Della costituzione di una monarchia*, cit., vol. I, p. 259.

(94) *Ivi*, vol. II, p. 868 (c'est Romagnosi qui souligne). Tout aussi négatif le jugement de Romagnosi sur le gouvernement mixte pur et simple: «Si un gouvernement mixte peut exister dans la nature, il peut exister seulement comme une chose imparfaite [...]. Un est l'intérêt national, une est la souveraineté, une la représentation, une la volonté sociale, un le droit, inné, de vivre mieux et d'être heureux en proportion des services rendus à la société. Une doit être donc la main qui détient le sceptre pour prédominer sur les volontés des particuliers et les canaliser vers l'unité nationale [...]. Il est donc répugnant que des groupes et classes particulières aient leur propre domination, et que par conséquent la forme de gouvernement représente une coalition de pouvoirs ou de prérogatives politiques au lieu d'une entité individuelle et universelle» (*ivi*, vol. I, pp. 235-236; c'est Romagnosi qui souligne).

(95) «L'unité du pouvoir est par moi recommandée, non en tant que droit du prince à l'égard de

la nation, mais en tant que bien nécessaire et droit de la nation à l'égard du prince même» (*ivi*, vol. I, p. 28; c'est Romagnosi qui souligne). Romagnosi refuse même, comme on sait, la distinction rousseauienne entre *législation* et *exécution*, cfr. *ivi*, vol. I, pp. 58 et 365, vol. II, p. 941.

(96) Romagnosi cite souvent et toujours dans un sens favorable le célèbre passage du chap. 4 du livre XI de *L'Esprit des Lois* («[...] c'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Qui le dirait! la vertu même a besoin de limites. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir»): cfr., par exemple, *Diritto naturale politico*, EDG, III, 2, pp. 911-912, et *Della costituzione di una monarchia*, cit., vol. II, p. 887.

(97) L. MANNORI, *Uno Stato per Romagnosi*, op. cit., pp. 457 et suiv.; cfr. aussi F. SOFIA, *In margine al diritto pubblico di Romagnosi*, «Clio», 1987, pp. 480-482.

(98) Cfr. E.A. ALBERTONI, *La vita degli Stati*, cit., p. 70.